

72^e GONGRES
de l'Union Nationale
des Etudiants de France

Projet de Résolution

Saint-Etienne, 19-22 Novembre 1987

Introduction

Depuis le Congrès de Limoges, bien des évènements ont marqué l'Université.

Toute une génération d'étudiants et de lycéens s'est mise à agir pour son avenir.

Des centaines de milliers de jeunes ont fait, pour la première fois l'expérience de la lutte.

Nous voulions rassembler, faire débattre et agir tous les étudiants : c'est ce qui s'est produit.

A nous de tirer maintenant toutes les leçons de cette expérience unique pour développer et concrétiser toutes les perspectives désormais ouvertes.

I - Une Université en recomposition

L'Université change profondément. Depuis plusieurs années elle subit une déréglementation progressive tendant à l'adapter à la politique des créneaux économiques.

Ainsi, loin d'une casse unilatérale du système universitaire, nous assistons à sa recomposition, à son éclatement où se côtoient filières pointues qualifiantes offrant des débouchés, et filières traditionnelles laissées à l'abandon sans perspectives réelles.

Cette dualité ne peut se maintenir que par une sélection forcenée.

a) LA CONDITION DES ETUDIANTS

Echec, sélection, précarité : autant de réalités auxquelles l'étudiant est confronté et qui explique le contexte d'angoisse dans lequel le monde étudiant est plongé aujourd'hui.

. Un vécu : l'échec et l'abandon

2/3 des étudiants échouent aux examens de premier cycle.

Un étudiant sur deux quitte l'Université sans diplôme.

Un étudiant sur cinq seulement obtient son DEUG en deux ans.

Loin de constituer une étape décisive de la formation, l'Université d'aujourd'hui se caractérise en premier lieu par un taux d'échec et d'abandon exorbitant.

Si les premiers cycles sont les plus touchés, les cycles supérieurs en sont de moins en moins exempts.

. La cause : la sélection

Le taux d'échec et d'abandon que nous subissons à l'Université n'a de raison d'exister et de s'amplifier que pour répondre à une politique de formation de plus en plus élitiste.

En effet, en aucun cas ce taux n'a de relation avec les capacités et les aspirations des étudiants. Il ne répond qu'à un processus de sélection fondé sur la sélection sociale et les conditions d'études.

. Un immense gâchis

C'est un gâchis considérable, aussi bien pour l'étudiant que pour notre pays.

Pour l'étudiant car les jeunes, victimes de l'échec et l'abandon, se voient privés des perspectives qu'ils s'étaient fixées en entrant à l'Université et éprouvent ensuite les pires difficultés à trouver leur voie.

Pour notre pays, car c'est le priver d'une masse de gens qualifiés dont il aurait bien besoin pour son développement.

b) UN PROCESSUS DE SOUMISSION

. Des traditions élitistes

L'Université française a depuis son origine une tradition élitiste. La sélection est la marque fondamentale du système éducatif français, même si ses bases ont changé.

. Une volonté d'adaptation

Depuis 1984, une cascade de mesures gouvernementales s'attaque à la démocratie, ouvre la porte à la privatisation de l'enseignement supérieur, renforce la sélection, adaptant ainsi l'Université à une politique de créneaux définie par le patronat.

. La privatisation de l'enseignement supérieur

* En matière d'oeuvres sociales, le désengagement de l'Etat est constant depuis 1983 : date de l'instauration des premières chaînes à supplément et de la rupture de la parité Etat-Etudiant sur le prix du ticket de R.U.

La construction de cités-U est bloquée depuis plus de quinze ans.

Des contrats immobiliers sont passés avec les Offices H.L.M. pour loger les étudiants à des prix exorbitants.

L'aide sociale ne correspond pas aux besoins grandissants des étudiants les plus défavorisés.

Depuis la parution du décret VALADE sur les oeuvres le 5 Mars 1987, les choses s'accélèrent. Certains CROUS décident de faire gérer leurs cités-universitaires par des sociétés privées.

Déjà la suppression pure et simple de services, des cités-universitaires en voie de privatisation, les services de maintenance confiés à des entreprises sont de mise.

* En matière d'enseignement, le désengagement de l'Etat correspond à une adaptation des formations.

Premiers cycles parking, création de filières d'élite en second cycle, le démantèlement se fait par la concurrence entre les établissements, la création d'instituts et d'antennes universitaires échappant aux Universités, mis en place avec appel aux capitaux privés.

c) LES STRATEGIES DU GOUVERNEMENT

. Une ambiguïté structurelle

La situation juridique des Universités est laissée dans un flou absolu.

Alors que la loi SAVARY est la référence légale pour toutes les Universités, 18 appliquent encore la loi FAURE et 40 ont un statut mixte.

Chaque Université est laissée libre de choisir son fonctionnement en dehors de toute harmonie.

Cette ambiguïté structurelle est un point d'appui pour déréglementer progressivement le système de formation supérieure.

. L'échec de DEVAQUET

Le gouvernement a tenté de légaliser l'Université de l'échec et de la sélection, de la soumission aux exigences du patronat, de l'antidémocratie avec la loi DEVAQUET.

Cette Université précaire et ultrasélective a été massivement rejetée par les étudiants.

Pourtant, le gouvernement pensait que les idées de résignation avaient assez avancé pour que son projet voit le jour.

Aujourd'hui encore, cette politique reçoit des soutiens.

. Le gouvernement ne renonce pas à légiférer.

Il a toujours l'objectif de légaliser le processus de déréglementation engagé.

Le mépris avec lequel ont été traités les étudiants en médecine en se voyant imposer malgré eux la loi BARZACH en est une illustration.

La commission des 69 sages a pour objectif de réfléchir à l'élaboration d'un texte de loi consensuel sur l'enseignement supérieur.

Mais, après l'échec DEVAQUET, c'est une politique de décrets qui est mise en place dans l'immédiat.

Le gouvernement a retenu la leçon et refuse de prendre de front les étudiant.

Cependant, le gouvernement ne se contente pas du statu quo : tout ce qui n'a pu passer par le biais législatif est méthodiquement mis en oeuvre dans la réalité, morceau par morceau, pour reconstituer le puzzle infernal d'une Université impitoyablement sélective.

Ce processus a été déclenché avec le décret VALADE du 5 Mars 1987 sur les oeuvres universitaires. Il s'est poursuivi avec la mise en place dans de nombreuses Universités de dispositifs sélectifs et dissuasifs pour l'inscription des premières années, avec la réforme BARZACH du 3^e cycle des études médicales qui instaure un cycle de formation à deux vitesses.

Depuis la rentrée 87-88, on assiste à une accélération de ce train de mesures : les droits d'inscription supplémentaires dans de nombreuses facs, la création d'instituts privés, la mise en place d'un corps d'enseignants vacataires par décret en sont les principales illustrations.

Ainsi, pour compenser le désengagement de l'Etat, on en appelle à d'autres sources de financement : l'étudiant, le privé et les collectivités territoriales.

d) HORIZON 92

Cette recomposition de l'Université s'inscrit dans la perspective du marché unique Européen de 1992.

Une vaste campagne idéologique est engagée pour nous convaincre de la chance que cela représente.

C'est un alibi par lequel on tente de justifier l'accélération des coups portés à nos études.

Etre compétitif, cela signifie encore plus de sélection dans nos facs, c'est la stricte adaptation du système de formations aux besoins du patronat.

L'unification du réseau universitaire européen correspond à l'alignement au plus bas niveau de tous les pays d'Europe (coût de la formation payé en totalité par l'étudiant, diplômes nationaux non pas reconnus).

L'objectif de constituer un fond de diplômés de l'Enseignement Supérieur, mobiles à l'intérieur de la CEE (projet ERASMUS...) s'oppose à la nécessité de former un nombre croissant d'étudiants capables de contribuer au développement du pays.

La crise de l'enseignement supérieur ne résulte d'aucune fatalité. Elle est le fruit d'une politique restreignant sa place dans la société, son rôle et ses finalités aux besoins de l'économie de marché.

Répondre aux enjeux du futur, aux aspirations de la jeunesse passe par une rupture complète avec la logique élitiste qui sévit à l'Université sans discontinuité ; par la transformation de nos conditions de vie et d'études.

Car c'est bien un ensemble de revendications portant sur tous les domaines universitaires qu'il s'agit d'imposer.

II - Pour une autre Université

a) LES MISSIONS DE L'UNIVERSITE

L'Université est et doit rester un service public. Dans ce cadre, elle a à remplir des missions à caractère social, scientifique, culturel et de coopération.

. La diffusion du savoir, de la culture et de l'information scientifique,

. Le développement de la recherche scientifique et technique, de la recherche fondamentale,

. L'interaction entre la recherche et les formations fondamentales, professionnelles, initiales et continues,

. La formation et la lutte contre les inégalités sociales,

. La formation des cadres dont la nation a besoin,

. La formation des maîtres et des enseignants,

. La promotion du sport et de la recherche sportive,

. La coopération internationale.

Aujourd'hui, tout le monde s'accorde à dire que la formation est la priorité de notre société. En conséquence, nous demandons que cela se concrétise par de grandes décisions :

. L'inscription de tous les bacheliers dans la filière et la fac de leur choix ; l'inscription de tous les étudiants étrangers dans les mêmes conditions et la suppression de toute discrimination à leur égard.

. L'arrêt de toute forme de sélection et notamment la sélection sociale, par la gratuité de l'enseignement supérieur, le réengagement financier de l'Etat dans la sécurité sociale étudiante, la revalorisation du système d'aide sociale, la suppression des numéris clausus.

. L'information et l'orientation des étudiants tout au long de leur cursus, sur leurs études et leurs débouchés.

. Le maintien du caractère national des diplômes.

. La pluridisciplinarité des premiers cycles universitaires.

La satisfaction des besoins croissants de la Nation et de ses régions pour leur développement, nécessite l'élévation du niveau des connaissances et la maîtrise des progrès par le plus grand nombre.

L'Université est riche de ses diversités. Au-delà des étudiants, elle doit s'ouvrir à d'autres catégories sociales : travailleurs ou chômeurs, personnes âgées.

Les formations qu'elle dispense doivent allier un haut niveau fondamental et professionnel, et donc être en prise avec le monde du travail.

b) L'ETUDIANT CITOYEN

Nous sommes des jeunes cadres en formation. A ce titre, nos études doivent nous permettre d'être des acteurs de nos formations et de la vie économique et sociale.

Les étudiants doivent pouvoir y exercer librement et sans contrainte leur activité associative, syndicale, religieuse et politique.

La crise contraint de plus en plus d'étudiants à se salarier. Nous exigeons que des liens soient établis entre nos activités professionnelles et notre formation ; que l'ensemble des étudiants bénéficient de stages en entreprise, dans les collectivités territoriales, dans les services administratifs, rémunérés, dans le cadre de leur formation.

c) LE FINANCEMENT

Pour cette autre Université, il faut de l'argent.

Service public, l'Université doit être l'objet d'un réengagement financier massif de la part de l'Etat.

. Une croissance du budget de l'enseignement supérieur jusqu'à 1 % du P.I.B. (contre 0,43 % en 1987).

. La collecte nationale de la taxe d'apprentissage des entreprises et sa gestion démocratique.

. A l'heure où un monde de paix est à portée de main, nous proposons qu'une partie des crédits dévolus à l'armement aille à l'Education Nationale.

Clef de voûte de notre avenir, de celui de notre société, la question de la formation - et, au vu du développement technologique de notre fin de siècle, de la formation de haut niveau - exige qu'un large débat démocratique ait lieu dans tout le pays. La population, les organisations syndicales et les associations concernées, le patronat, l'Etat et l'ensemble de la communauté universitaire seraient consultés pour élaborer une loi de programmation de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, permettant à l'Université de répondre aux besoins de l'an 2000 et d'atteindre le seuil minimum de deux millions d'étudiants.

Aujourd'hui, l'Université ne répond pas aux missions dont elle à la charge. Tout comme l'U.N.E.F., la masse des étudiants souhaite que l'Université se transforme : le mouvement de l'automne 86 a été porteur de cette volonté.

III- 19 mois de luttes

Ces aspirations bafouées, cette angoisse de l'avenir ont conduit à l'explosion de Novembre-Décembre 1986.

Ce vaste mouvement vainqueur n'a rien eu de spontané.

a) LES LUTTES DU PRINTEMPS 86

Depuis le Congrès de Limoges, l'Université a été marquée par un développement des luttes étudiantes qui ont pris peu à peu une dimension nationale.

Suite au 71^e Congrès, à l'appel de l'UNEF, des dizaines de milliers d'étudiants se mobilisent dans toute la France pour défendre leur droit aux études à partir des revendications propres à chaque fac.

Ces luttes sont amplifiées par les menaces de libération des droits d'inscription et les mesures rétrogrades contenues dans le projet FOYER.

L'UNEF donne une ampleur nationale à ces mouvements en organisant une première journée nationale d'action le 28 Mai 1986.

Sous la pression des luttes grandissantes, DEVAQUET est contraint de revoir ses projets à la baisse : les droits sont fixés à 450 F.

Le syndicalisme au coeur des études trouve ainsi, dans les luttes sa première expression.

De la même façon, l'UNEF organise en Juillet le rassemblement des bacheliers non inscrits et obtient à Paris 2000 inscriptions supplémentaires.

b) LE MOUVEMENT DE L'AUTOMNE 86

La rentrée 86 s'effectue dans un climat tendu. Un nouveau projet de loi, concocté durant la période estivale menace l'Université : il veut légaliser l'élitisme, soumettre les établissements aux exigences du patronat, engager l'Université sur la voie de la privatisation.

Le ras le bol explose chez les étudiants : ils vont connaître une expérience sans précédent de lutte massive et victorieuse.

Les lycéens s'y associent : leur avenir est dangereusement menacé par cette loi.

Toute cette génération que l'on disait morose et résignée est descendue dans la rue pour défendre son droit aux études et à un avenir digne de ce nom.

Ce mouvement a traduit le rejet profond de la sélection sociale et la loi du fric à l'Université.

Sa force, son unité, sa masse et sa détermination à aller jusqu'au bout en furent les principales caractéristiques.

C'est cela qui lui a permis de gagner tout de suite la sympathie de la population et de déjouer tous les pièges et manoeuvres du gouvernement qui chercha par tous les moyens à le discréditer pour mieux l'essouffler et le diviser.

Ainsi, toutes les tentatives de négociations secrètes dans le dos du mouvement de la part de l'UnefID notamment ont été mises en échec par la volonté des étudiants à gagner sur toutes leurs revendications.

Ce qui l'a rendu irrésistible et irrécupérable, c'est qu'il a d'abord été la propriété des étudiants.

Ils tenaient par-dessus tout à leur indépendance, et à pouvoir parler en leur nom. Ceux qui ont été artificiellement transformés en vedettes par les médias se sont fait proprement conspuer.

Une autre valeur a profondément marqué ce mouvement ; l'attachement à la démocratie. Les étudiants ont rejeté toute forme de délégation de pouvoir : ils ont adopté des structures nouvelles permettant à chacun d'intervenir et de donner son avis.

La structuration de ce mouvement prit donc une forme originale qui permit à tous de faire l'expérience de la démocratie directe.

C'est tout cela qui a permis à ce mouvement de triompher.

Il a su démontrer que la lutte est efficace. L'idée de la fatalité est battue en brèche.

Dans le même temps, l'idée de transformer l'Université a grandi.

C'est ce qui a conduit la dernière coordination des étudiants en grève à appeler à la tenue d'Etats Généraux de l'Enseignement Supérieur.

c) LES ETATS GENERAUX DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

L'UNEF a fortement contribué à la prise de cette décision au moment où l'UnefID appelait à l'arrêt de toute mobilisation revendicative. La volonté, chez les étudiants de poursuivre l'action l'a emporté.

Une formidable bataille s'est alors engagée au sein des structures issues du mouvement pour organiser et réussir cette initiative historique.

L'UNEF a joué un rôle de premier plan, par l'engagement et la détermination de ses syndiqués, pour atteindre ce but notamment dans le cadre de la préparation des Assises Locales, animées par une démarche profondément transformatrice.

Tous ceux qui n'ont cessé de dénigrer cette poursuite du mouvement et qui ont multiplié les appels au renoncement, en ont été pour leurs frais, de la grande presse à la direction de l'UnefID.

La tenue des Etats Généraux de l'Enseignement Supérieur à la date prévue est une victoire.

Ils ont élaboré des centaines de propositions pour changer l'Université.

L'UnefID, contrainte d'y participer a tenté de les dévoyer en grand messe de la réunification d'appareils.

Une fois de plus, les étudiants ont tranché dans le sens de l'action pour la satisfaction de leurs revendications.

Reprenant à leur compte des propositions de l'UNEF, les Etats Généraux se sont prononcés pour le réengagement de l'Etat dans l'Enseignement Supérieur.

Ces propositions constituent un point d'appui essentiel pour le développement des luttes à l'Université. L'UNEF se doit de les faire connaître pour que l'ensemble des revendications formulées aboutissent.

d) LES CARABINS DANS LA RUE

Les attaques par leur diversité touchent tous les étudiants et tous les aspects de nos conditions de vie et d'études : personne n'est à l'abri.

Le printemps 87 fut marqué par la grève des étudiants en médecine contre la réforme du 3^e cycle dévalorisant leur formation et leur futur métier.

Le gouvernement prouve avec cette loi qu'il est prêt à récidiver dans la mise en oeuvre autoritaire de ses projets.

Ce mouvement aura duré deux mois sans aboutir à son objectif premier : le retrait de la loi BARZACH-VALADE.

Les carabins qui ont peu participé au mouvement de Novembre-Décembre 1986 ont adopté des structures de luttes calquées sur celles qui avaient permis de gagner le retrait du projet DEVAQUET.

La mobilisation ne parvint pas à gagner tous les CHU et la résistance organisée par les mandarins aura été la plus forte. Le rapport de force instauré par les étudiants est donc décisif, c'est lui qui fait céder un gouvernement.

La grève des étudiants en médecine n'aura pas été vaine : elle a fait reculer le gouvernement sur la rémunération et le statut des troisièmes cycles médicaux.

Ils ont décidé d'inscrire leur mouvement dans la durée en conservant leur structure de coordination nationale pour poursuivre l'action.

Durant le mouvement de Novembre-Décembre 86 et la préparation des Etats Généraux, les étudiants ont fait l'expérience de l'action et de l'organisation quotidienne, c'est-à-dire du syndicalisme. Ils ont désormais besoin de poursuivre pour que leurs revendications aboutissent.

Ces 19 mois de lutte ont vu monter chez les étudiants la volonté de transformer l'Université.

Ces mouvements montrent la validité de ce syndicalisme de lutte, offensif, au coeur des études, tel que nous l'avons décidé à Limoges.

Cette démarche fonde l'existence et le développement de chaque association d'UFR.

Riches d'enseignements, ils interpellent le syndicat sur la nécessité de construire de façon permanente un nouveau rapport de force susceptible d'imposer le changement à l'Université.

IV - Continuer pour gagner

a) L'UNIVERSITE NE CHANGERA PAS TOUTE SEULE

1°) AGIR

Le gouvernement et les mandarins n'ont pas renoncé. Ils maintiennent leurs projets élitistes. Les étudiants ont marqué des points décisifs depuis le mouvement de l'automne 86 : ils constituent une force. Le gouvernement doit en tenir compte.

Cependant rien n'est définitivement gagné, les acquis des étudiants sont plus que jamais menacés.

L'action de chacun sur son lieu d'étude est le seul moyen de combattre l'échec et la sélection.

Face aux stratégies du gouvernement, c'est quotidiennement et dans chaque UFR que les étudiants ont besoin d'agir.

Les revendications doivent être portées par chaque amphi. Nous devons passer à nouveau à l'offensive pour que l'Université réponde vraiment à notre attente. C'est un enjeu pour les besoins de développement et de progrès social de tout le pays.

2°) **S'ORGANISER**

Préserver les acquis constitue en soi une bataille à mener. C'est aussi la condition sine qua non pour aller plus loin sur la voie de la transformation de l'Université.

Pour cela, il faut une permanence dans l'intervention.

La mémoire collective des étudiants est un élément décisif de l'organisation des luttes. On perçoit mieux sa force et sa capacité d'aboutir. S'appuyer sur l'expérience vécue est un gage de la réussite des luttes.

La capacité des étudiants à préserver les acquis et à construire l'avenir auquel ils aspirent se trouve au coeur de l'organisation dont ils ont besoin.

b) **UNE NECESSITE INCONTOURNABLE : SE RASSEMBLER**

1°) **LES ETUDIANTS FACE AU SYNDICALISME**

Le rejet massif de l'élitisme montre que le champ de notre intervention et les possibilités de rassemblement ont grandi.

Cependant, rien n'est automatique.

Les tenants de l'élitisme, renforcés par le poids d'une tradition séculaire, regagnent peu à peu le terrain qu'ils ont cédé à l'automne 86.

Face à cette nouvelle offensive, décréter la lutte, prôner le rassemblement ne suffisent pas. Nous ne pouvons pas faire l'économie d'une explication de fond sur les visées de la politique actuelle.

L'information, force de bataille idéologique, doit occuper une place de choix dans l'activité syndicale, dynamiser le débat, permettre la définition d'objectifs de luttes clairs, précis, accessibles.

Là sont les conditions essentielles du rassemblement des étudiants, de son organisation, indispensables pour vaincre.

Toutefois l'expérience récente a montré que si les syndicats étudiants pouvaient jouer un rôle appréciable dans la montée des luttes et leurs coordinations, aucun n'avait la force ni la représentativité nécessaires pour prétendre diriger le mouvement étudiant.

Le fait syndical, minoritaire à l'Université, a amené les étudiants à se doter de structures temporaires dans lesquelles ils se retrouvaient. Ces formes d'organisation constituent aujourd'hui une expérience, sinon une référence pour tout le mouvement étudiant. Issues de conditions particulières au monde étudiant (notamment le faible taux de syndicalisation) qui n'ont pas fondamentalement changé, elles sont un point d'appui pour le rassemblement le plus large des étudiants et le développement à venir du syndicalisme.

2°) L'UNEF : OUTIL DU RASSEMBLEMENT

Dans ce contexte, l'UNEF a un rôle spécifique et irremplaçable à jouer. Actrice dans le mouvement, elle constitue le pôle le plus déterminé à transformer l'Université. En appelant les étudiants à riposter à chaque attaque nous pouvons réactiver tous les réflexes de lutte qu'ils ont acquis.

Elle doit permettre, en développant ses propres thèmes revendicatifs qui rejoignent ceux des Etats Généraux de Mars 1987, à tous les étudiants ayant pris une part active dans les luttes de l'an passé de se retrouver ensemble sans préalable ni exclusive.

C'est cela la démarche unitaire qui s'est exprimée pendant le mouvement et les Etats Généraux et que nous devons développer.

Notre vision du rassemblement est celle d'un mouvement où chaque étudiant se prend en charge, devient acteur en influant sur son milieu.

Devenir actif pour agir et transformer l'Université amène à se poser la question de l'organisation permanente qui permette le rassemblement : cette organisation c'est l'UNEF.

Elle est ainsi une garantie de l'efficacité du mouvement.

Mais elle ne peut jouer ce rôle qu'au prix d'une nouvelle pratique syndicale : c'est l'approfondissement du syndicalisme au cœur des études.

L'association d'UFR est un outil efficace du rassemblement des étudiants sur leur lieu d'études.

Ils en ont besoin pour se défendre, améliorer leurs conditions de vie et d'études, développer la solidarité étudiante.

Le renforcement du syndicat est une priorité, partout où l'UNEF n'existe pas, où elle n'est pas assez forte, ce sont autant d'étudiants en danger car désarmés face aux attaques.

L'action de tous les étudiants avec l'UNEF progressera selon son contenu transformateur.

Les propositions de l'UNEF pour une autre Université sont le gage de la force et de l'efficacité du mouvement.

Pour cela, nous avons besoin d'un syndicat toujours plus efficace.

V - L'Union Nationale des Etudiants de France

La force de chaque syndiqué(e) est de ne pas être isolé(e). Avec l'UNEF, ses luttes résonnent dans toutes les villes universitaires. C'est tout l'enjeu du syndicat au plan local, national et international.

a) L'UNEF DANS LE MOUVEMENT DES ETUDIANTS DE FRANCE

Dans chaque lutte, pour aboutir, nous avons besoin de tous les étudiants. Il est de plus en plus rare de trouver un étudiant qui ne soit pas touché par la crise que subit l'Université.

C'est pour cela que chacun a sa place dans l'UNEF et que tous les étudiants ont besoin du syndicat.

La démocratie syndicale est notre atout majeur.

Les syndiqués et les associations mènent un combat difficile avec et chez les étudiants. Nous avons engagé un débat permanent à l'Université.

Chaque adhérent doit avoir en sa possession tous les moyens pour agir.

Chaque adhérent a le droit d'être informé dès son arrivée sur tout ce qui concerne le syndicat.

La formation de chacun(e) est nécessaire pour faire avancer le débat, pour approfondir notre réflexion et avancer de nouvelles propositions.

La formation permet à l'organisation de gagner en efficacité et ce, à tous les niveaux.

La démocratie syndicale, c'est permettre à tous nos adhérents de s'exprimer dans le syndicat et de prendre part à toutes les décisions.

. **Regagner en influence.**

La présence du syndicat, l'influence dans la fac est un atout pour gagner.

L'UNEF doit regagner en influence, notamment lors des élections universitaires, pour mettre le rapport de force du côté des étudiants.

Les élus de l'UNEF constituent, une force d'intervention décisive du syndicat dans chaque fac et au plan national.

L'élu développe à sa manière la démarche de la Solidarité Etudiante en organisant la défense individuelle et collective.

Les étudiants lui confèrent un mandat qu'il doit respecter.

Cela nécessite un travail très public de l'élu(e) en lien avec son association d'UFR pour permettre à chaque lutte d'aboutir.

L'ensemble des élus du syndicat contribue à développer l'autorité et l'influence de l'UNEF à l'Université.

Toutefois leur efficacité et leur poids dépendent pleinement de la participation des étudiants à toutes les consultations électorales.

Progresser dans ce domaine aujourd'hui critique à l'Université, devient une urgence. Cela passe notamment par la recherche publique de candidats désignés par les étudiants sur la base d'une plateforme élaborée démocratiquement.

. **L'UNEF : une force à dimension nationale**

Face à la stratégie nouvelle du gouvernement qui disperse ses attaques sur l'ensemble des facs et des formations, l'UNEF dispose d'un atout essentiel : l'association d'UFR.

C'est le meilleur moyen de se défendre efficacement sur chaque lieu d'études et d'organiser la riposte.

L'association, c'est le centre de vie du syndicat dans chaque fac.

L'Association Générale d'Etudiants et l'Union Nationale permettent un échange d'expérience indispensable entre associations. Elles constituent des outils pour coordonner l'ensemble de l'activité du syndicat.

Loin d'être isolées, les luttes menées dans chaque AGE prennent une dimension supérieure avec l'Union Nationale.

Au travers d'elle, l'association d'UFR ou d'IUT trouve le moyen de faire grandir sa lutte, de faire entendre ses revendications au niveau de tout le territoire. En coordonnant l'ensemble des actions concernant un même sujet ou trouvant les mêmes responsables, l'Union Nationale des Etudiants de France permet de renforcer chaque intervention locale en l'intégrant dans une action d'envergure nationale.

Ses relations avec les organisations de jeunesse, d'éducation populaire et du monde du travail, permettent des convergences d'intérêts et de revendications.

Le Bureau National veille à l'efficacité du travail du syndicat. Des secteurs d'activité de l'Union Nationale, enracinés dans le fonctionnement des A.G.E. ont été mis en place.

Pour enrichir la réflexion du syndicat et affirmer ses propositions, l'Union Nationale crée des commissions permanentes.

. L'expression du syndicat

L'UNEF a besoin d'être connue de tous les étudiants.

Cela implique un développement de ses moyens d'expression et de communication en leur direction.

Les diverses publications du syndicat prennent toute leur importance au plan local comme au plan national.

La circulation de l'information à l'intérieur du syndicat s'avère décisive pour donner à chaque adhérent la dimension nationale de l'UNEF et les moyens d'intervenir efficacement.

b) LA PLACE DE L'UNEF DANS LE MOUVEMENT INTERNATIONAL ETUDIANT

Les mouvements étudiants qui ont vu le jour l'hiver dernier ont montré la similitude des attaques que l'Enseignement Supérieur subit dans différents pays.

La dimension internationale de la crise, ses conséquences sur nos diverses Universités mettent en évidence la nécessité de la convergence des luttes étudiantes..

Développer des coopérations entre les étudiants du monde et leurs organisations est nécessaire. Cela passe par des relations entre les Universités dans le monde, fondées sur la compréhension et la volonté réciproque d'échanges et d'enrichissement, et non sur un rapport dominant/dominé.

Dans ce cadre, l'UNEF participe à la lutte pour l'établissement d'un Nouvel Ordre Economique International permettant à de nombreux pays de faire face à la famine, la maladie, la misère et d'atteindre l'indépendance économique.

La solidarité internationale avec les étudiants du monde, en lutte pour leur droit à vivre et étudier, la coopération, l'amitié entre les peuples, la paix, font partie intégrante de notre activité.

Pour renforcer ces principes, l'unité du mouvement étudiant international est un exigence dans le contexte actuel.

C'est sur cette base que l'UNEF a été l'un des membres fondateur de l'Union Internationale des Etudiants en 1946.

Aujourd'hui, avec plus de 115 organisations, l'U.I.E. est représentative du mouvement étudiant dans le monde.

Efficace, utile, elle l'est par ses liens avec la réalité du mouvement étudiant. L'accroissement de son autorité passe par le développement de sa vie démocratique, le respect de l'originalité et de la spécificité de chacun de ses membres et son élargissement à de nouvelles organisations.

Unis, les étudiants du monde peuvent contribuer à la suppression des blocs, faire que la paix devienne une réalité irréversible et que la coopération soit le premier critère dans les relations entre les peuples.

L'UNEF doit participer activement à toutes les autres structures internationales.

Le Meeting Européen, créé il y a plus de 20 ans à notre initiative permet de renforcer les liens entre les étudiants d'Europe (de l'Atlantique à l'Oural), d'échanger expériences et propositions, sur des sujets tels que le financement de l'Université, l'aide sociale, la paix, la solidarité internationale.

En tant que membre de sa commission préparatoire (PREPCOM), l'UNEF n'épargne aucun effort pour renforcer la solidarité et l'unité des étudiants d'Europe.

Membre associé du WESIB (Bureau d'Information des Etudiants d'Europe de l'Ouest), l'Union Nationale peut disposer d'informations sur les différentes politiques d'éducation menées dans tel ou tel pays, sur les propositions que les Unions Nationales font pour l'Enseignement Supérieur dans leur pays.

Directeur du comité pour la prévention de la guerre nucléaire de l'IFMSA (Fédération Internationale des Associations d'Etudiants en Médecine), l'UNEF est membre du comité exécutif.

c) L'UNEF DANS LE MOUVEMENT PACIFISTE

Aujourd'hui, des armes sont accumulées permettant de faire sauter plusieurs fois la planète.

Chaque année plus de mille milliards de dollars sont engouffrés dans la course aux armements, alors que dans le même temps, des coupes sombres sont opérées dans les budgets de l'Education.

De plus en plus de laboratoires scientifiques travaillent pour la recherche militaire au détriment de la recherche civile.

Reagan met en chantier sa "guerre des étoiles" pendant que le gouvernement français propose une loi de programmation militaire qui prévoit la fabrication d'armes chimiques et la poursuite des essais nucléaires dans le Pacifique Sud, au mépris des milliers d'hommes et de femmes qui aspirent à la paix.

Dans le même temps, des possibilités nouvelles sont offertes par la perspective d'un accord américano-soviétique sur le désarmement.

L'UNEF entend contribuer toujours plus largement au Mouvement pour la Paix en France, notamment par une mobilisation plus grande des étudiants sur ces questions.

"Substituer à la réaction en chaîne des neutrons, la réaction en chaîne de la lucidité" ainsi que le préconisait Albert EINSTEIN, voilà une idée que nous faisons nôtre.